

ÊTRE ATTACHÉ OU RATTACHÉ À MADAGASCAR **Préliminaires à une petite encyclopédie malgache**

Récemment, lors de la présentation d'un texte que j'avais tout aussi récemment commis, un ami me définissait, disant que j'étais « attaché ou rattaché à Madagascar ». Comment cela est-ce possible ? Comment cela s'est-il produit ? Sans doute n'y a-t-il pas une seule cause, mais c'est de l'une d'entre elles dont je voudrais dire quelques mots.

L'une de mes amies malgaches – une amie de cinquante ans qui a fait beaucoup de recherches, beaucoup pensé et beaucoup écrit sur la culture traditionnelle malgache – me demandait un soir à la sortie de l'Académie de prendre un magnétophone et de dicter ce que je savais de Madagascar. Ce serait des connaissances qu'il conviendrait de ne pas perdre et l'on aurait ensuite fait mettre par écrit ce que j'aurais dicté. La proposition était bienveillante, mais c'était oublier comment fonctionne le cerveau humain et les connections qui se mettent en route, quand un sujet est abordé avec des parents, des amis et des collègues. Il faut bien admettre que le projet n'était pas réalisable. Et, sur mon crâne, j'ai eu beau chercher dans mon miroir, je n'ai pas vu de prise USB pour effectuer directement le transfert désiré.

J'ai la réputation, il est vrai, de savoir beaucoup de choses sur Madagascar. Sans doute n'est-ce pas totalement faux, mais est fautive la façon dont il arrive que l'on explique cette connaissance. Étant *vazaha*, j'aurais pu avoir accès à des archives en France que ne pourraient consulter les Malgaches – variante du mythe que c'est en France que l'on peut connaître Madagascar, car « ils » auraient tout emporté et « ils » nous le cacheraient. Venant du Nord, *avara-pia* selon le modèle malgache, je ne peux qu'être dépositaire d'un grand savoir. Les *avara-pia* sont nombreux avec tous ces étudiants malgaches qui sont allés se former dans le Nord, et je ne vois pas comment cela me distinguerait.

En fait, pour moi, tout s'est passé autrement. Dans le contrat oral de mariage négocié avec Bakoly, nous devions passer quatre, six ou huit ans à Madagascar pour que nos enfants connaissent leur famille malgache et y apprennent la langue de leur mère. C'est pourquoi j'ai suivi les cours de Langues O' et, après la licence de lettres en Sorbonne, j'ai donc discuté avec Hubert Deschamps et accepté le sujet qu'il me proposait : écrire une vie de Jean Ralaimongo. Ce n'était pas ce que je voulais faire. Très intéressé par la presse en commençant avec les canards du 18^e siècle et par le rôle politique des grands médias parisiens – j'avais beaucoup d'études déjà publiées dans ma bibliothèque –, je voulais étudier les journaux et les revues publiées à Madagascar entre 1930 et 1939 pour voir comment on passait d'une presse régie par le droit colonial à une presse libre, la liberté de la presse dans les colonies ayant été

décidée par le Front populaire en 1936. Hubert Deschamps disait que, quand il était au gouvernement général, il avait lu chaque jour la presse tananarivienne et que c'était lassant et répétitif. Par contre, il aimait voir vivre les hommes dans l'histoire. Ralaimongo avait fait l'histoire et, ayant publié dans plusieurs journaux, je pouvais donc aussi travailler sur la presse. Je ne l'ai pas déçu, puisqu'il me demanda plus tard d'en faire un article qu'il publia¹. Le travail n'était pas inutile, puisque, sans rien me demander, les enseignants de l'Université le dactylographièrent au moins cinq fois, ce qui fait que 25 exemplaires circulèrent dans le milieu. Il fut aussi utilisé par Rado, quand il était directeur au Ministère de la culture, quand celui-ci érigea à Analakely un monument en souvenir de l'homme politique.

*

Venu enseigner en 1965 dans la Grande Île grâce à une intervention de feu le Ministre Laurent Botokeky – la Coopération renâclant à envoyer de dangereux révolutionnaires membres de l'A.E.O.M. et peut-être même communistes –, je fus chargé deux ans plus tard – autre décision du même ministre parce que dans les services académiques, disait-il, j'étais le plus diplômé sur le sujet – d'enseigner l'Histoire de Madagascar à l'Institut Pédagogique où je devais remplacer Bastian, un expert Unesco. Quelle histoire pouvais-je enseigner en dehors de celle de Ralaimongo ? Dans la préparation de mon mémoire, j'avais constaté combien l'idéologie et la politique orientaient le récit et l'interprétation des faits. Et les lectures que j'avais faites sur les périodes anciennes ne me rassuraient pas. Enseigner ce qui était dans les livres et faire passer des examens sur cet enseignement «magistral» auraient contribué à ancrer des idées fausses, que mon bon maître Georges Condominas à l'École Pratique des Hautes Études détectait avec plaisir.

Pouvait-on avec Boiteau parler des Vazimba grâce à ce qu'avait écrit Friedrich Engels sur l'*Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* ? La réponse était négative. J'ai donc décidé – c'est le privilège de tout enseignant – de refuser cet enseignement du discours colonial de droite comme de gauche. Je décidais donc d'apprendre à mes étudiants à travailler et de les juger sur le fruit de leur travail. Je leur laissais le choix d'un sujet malgache dont on ne trouvait rien dans les livres : l'histoire d'un village, une réflexion sur une institution ou sur des croyances, la description d'une cérémonie, le témoignage sur des faits du passé récent, etc. Ce n'est qu'ensuite que venait la discussion sur la note de recherche, sur la façon dont le travail avait été mené, ses insuffisances et ses qualités. Et la fameuse note indispensable dans le cursus scolaire pour l'examen.

¹ «Jean Ralaimongo (1884-1943) ou Madagascar au seuil du nationalisme», *Revue Française d'Histoire d'Outre-Mer*, 1969, n° 204, pp. 236-287.

Évidemment, ce faisant je n'étais pas le professeur qui vient prêcher la « bonne parole » qu'il a trouvée dans des livres d'une autre époque pour combattre l'obscurantisme indigène. Je n'étais pas non plus le chercheur historien ou ethnologue faisant son enquête pour traiter un sujet défini selon une problématique intéressant le Nord. Je découvrais, sans plan préconçu, ce qui intéressait mes étudiants dans la vie familiale ou sociale. C'est ainsi que, par exemple, j'ai appris ce qu'était le *mpanazary* en Imerina (Gervais Rabenanahary), les rythmes du tambour *kidombarambita kidombarambita kidombità* (Fidèle Rajaonah), les rites funéraires mahafale (Pascal Razafindrakambana) et l'intronisation d'un *mpanjaka* antemoro (Benjamin Andriantsivaly). Et beaucoup de ce que j'apprenais contredisait ce que j'avais pu lire dans les livres.

C'est une façon de faire que je n'ai pas abandonnée par la suite. Il s'est donc trouvé que, si j'ai appris à mes étudiants comment travailler, ceux-ci m'ont été de véritables enseignants en matière de culture et d'histoire malgaches. Et sans doute m'ont-ils beaucoup plus appris que, moi, je ne leur ai appris. En plus de ce que je pouvais apprendre dans ma famille et chez mes amis, ce sont les travaux de mes étudiants qui m'ont appris ce qui dans mes connaissances est essentiel pour une approche générale de Madagascar et qui, mieux que le *Firaketana* du pasteur Ravelojaona, ont constitué ma petite encyclopédie malgache. C'est cette encyclopédie que je voudrais aujourd'hui mettre à la disposition des lecteurs avec tous ses défauts mais aussi toutes ses qualités. Les premiers de ces textes furent écrits il y a plus de quarante ans et constituent parfois les éléments d'un corpus que l'on ne pourrait plus collecter maintenant.

*

Il me faut dire un mot des auteurs des articles de cette encyclopédie. Au départ, ce furent surtout les Élèves de la Quatrième Division qui se préparaient à devenir Conseillers Pédagogiques, à qui j'avais été chargé d'enseigner l'histoire de Madagascar et qui m'enseignèrent l'histoire malgache. S'y ajoutèrent ensuite les Élèves Inspecteurs primaires à qui j'ai enseigné l'anthropologie avec un commentaire critique d'Engels. Plus tard, s'y ajoutèrent les étudiants d'Ankatso et des autres Centres Universitaires Régionaux de Tuléar et de Toamasina. De ceux-ci, je dois dire que, même si leur objectif n'était pas de combattre les superstitions, les meilleurs étaient ceux qui avaient bénéficié d'une bonne éducation familiale selon la tradition malgache. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Dans les années 1980 au temps de la malgachisation et de la massification de l'enseignement qui vit se multiplier les étudiants, il me suffisait en début d'année de demander de prendre une feuille et d'y écrire un conte entendu dans la famille pour que j'en obtienne aussitôt une bonne moisson.

Aujourd'hui, aucun de mes étudiants n'a entendu en famille une grand-mère en raconter un. Il faut noter la différence de recrutement de mes étudiants : il y a un quart de siècle, ils venaient des huit coins de l'île, alors qu'aujourd'hui ils viennent tous d'Antananarivo. Ce qui donne à penser que demain, les diplômés de la périphérie resteront, au moins un temps, les dépositaires de la culture malgache, alors que les Tananariviens n'en sauront plus grand-chose.

Les premiers auteurs de ces articles furent donc des étudiants de l'Institut pédagogique, qui n'était pas encore École Normale Supérieure. Projet Unesco, l'Institut National Supérieur de Recherche et de Formation Pédagogique était dirigé par Eugène Razafy qui, comme Samuel Rajaona et d'autres collègues malgaches, fut conduit en 1972 à poursuivre sa carrière à l'étranger. Titulaires du Brevet élémentaire et étant passés par un collège normal avant d'être affectés « en brousse » où ils y avaient acquis un complément de culture malgache à ce qu'ils avaient appris par l'éducation familiale, les étudiants de la Quatrième Division de l'Institut y entraient par concours. Ils avaient l'avantage de ne pas être passés sous le bulldozer de l'enseignement général et d'avoir expérimenté leur savoir en situation sur le terrain de la « brousse ». De ce fait, ils avaient aussi l'avantage, malgré leur situation dans l'appareil d'État, de ne pas toujours succomber à l'idéologie totalitaire du « progrès », qui condamnait la culture ancestrale au profit d'une soi-disant « ouverture sur le monde ». Beaucoup avaient des qualités d'observateurs qui auraient pu en faire d'excellents ethnologues ou des talents d'expression dont on aurait pu attendre quelques chefs d'œuvre en littérature. Tous auraient fait des études supérieures à l'Université s'il y avait eu suffisamment de lycées dans l'Île dans les années 50. En dehors des établissements des Églises, il n'y avait que les Lycées Gallieni et Jules Ferry.

Par passion ou par conscience professionnelle, ils avaient à cœur de faire découvrir à leur magistral élève un monde ignoré des écoles et des livres. Il est arrivé que l'un ou l'autre ait été tenté de lui fournir les éléments d'un réquisitoire contre la culture malgache. Je me souviens d'une petite note sur certaines coutumes sakalava et leur caractère « barbare ». C'était en 1968 lors de la première série de travaux. Le Vazaha était encore reçu comme un mercenaire et missionnaire au service de la lutte contre les coutumes et il aurait fallu lui démontrer que l'on était un bon *zana-bazaha* et un parfait agent du « développement », un concept qui cachait en fait la « Civilisation » à initiale majuscule du 19^e siècle et le « Progrès » de l'époque coloniale. Je montrais à cet élève que cela ne tenait pas debout et qu'il refuserait sans doute que j'en envoie la copie dans les endroits du pays sakalava où il avait enseigné. Ce qu'il préféra alors éviter. Il me fit ensuite un bon travail sur une région

voisine de l'Imerina dont il était originaire et dont il connaissait les secrets cachés. A l'époque du socialisme scientifique, j'ai rencontré des cas semblables à l'université, torturant les institutions des anciennes principautés de la périphérie avec un discours marxiste on ne pouvait plus élémentaire.

La langue d'enseignement était alors le français, sauf en « brousse » dans les écoles du premier cycle que Laurent Botokeky avait créées sur un projet Unesco. Ces textes sont donc surtout en français, même s'il était fait appel au malgache, lors des discussions sur le travail fourni. Pour le même travail plus tard, à l'Université alors que les conditions avaient changé, j'ai laissé – ce qui ne plaisait pas à tous les collègues – aux étudiants le choix entre malgache et français – le choix de la langue où ils se sentaient le plus à l'aise, de la langue qu'ils pensaient mieux maîtriser. Je leur demandais toutefois, s'ils écrivaient en français, de donner en malgache et dans les termes où ils leur avaient été donnés, ce que leurs informateurs leur avaient dit. Et éventuellement selon les termes du parler régional qui avait été utilisé. J'avais retenu de mes études d'histoire à la Sorbonne que l'on pouvait faire en français l'explication d'un texte de l'histoire de Rome, mais que l'on ne pouvait se passer de partir du texte en latin. Plus de neuf étudiants sur dix ont alors écrit en malgache et c'est dans ces textes en malgache de la seconde génération que, à de rares exceptions près, j'ai eu les meilleurs travaux, les plus fins et les mieux circonstanciés, surtout après la « malgachisation » de l'enseignement secondaire. Dans cette petite encyclopédie, le lecteur pourrait donc aussi trouver des textes en malgache.

Mon travail d'éditeur n'est pas celui d'un traducteur. J'ai, dans ce domaine, fourni suffisamment d'exemples, et je suis persuadé qu'un chercheur non-malgachophone s'intéressant à Madagascar devrait commencer par apprendre le malgache. Il peut toujours, comme le faisaient les enseignants *vazaha* de l'Université et les chercheurs de l'ORSTOM, faire appel à un traducteur. Ainsi que je l'ai constaté de maintes fois – et jusque très récemment –, celui-ci, même parfait francophone, leur fournira un texte conforme à leur attente, mais rarement respectueux du sens de l'original, tant par méconnaissance du français et de la culture malgache que par souci de fournir à son client la marchandise qu'il désire.

Une encyclopédie n'est jamais définitivement figée, mais est toujours en train de se construire dans l'esprit de celui qui la constitue ou qui la consulte. A l'occasion, j'y ajouterai des textes de Bakoly Domenichini-Ramiaramanana (ou Bakoly D.-Ramiaramanana) grâce à qui, pendant presque cinquante ans, j'ai pu comprendre ce qui m'était obscur, et des textes que j'ai moi-même commis, mais toujours en en ayant discuté avec elle pour tous ceux qui furent écrits avant 2006. Notre commune réflexion était régulièrement nourrie et certifiée

notamment par le bon maître Georges Condominas et les collègues chercheurs sur l'Asie du Sud-Est que nous rencontrions au CeDRASEMI, le Centre de Documentation et de Recherche sur l'Asie du Sud-Est et le Monde Insulindien, un laboratoire du C.N.R.S., où tous les chercheurs devaient connaître et parler la langue du terrain où ils travaillaient. L'arrivée à la Présidence française de Mitterrand et, par suite, la nomination comme responsable de la recherche d'un anthropologue qui entremêlait science, politique et acrimonie et qui voulait sans doute « changer la recherche », a fait périlcliter ce laboratoire après 1981.

Sans en avoir prévu l'ampleur, j'ai donc constitué tout un ensemble de textes dactylographiés ou manuscrits. Que fallait-il en faire ? Les conserver dans ma bibliothèque pour pouvoir les consulter, quand j'en ai besoin, et comme un bien *lova* que mes enfants devraient entretenir ? Ou bien les donner aux Archives Nationales ? Cela m'aurait obligé à me déplacer pour les consulter. Ç'aurait été aussi une façon de les enterrer dans l'attente d'un chercheur qui, les ayant découvertes, y aurait trouvé quelque intérêt. Or, devant le succès de certains charlatans qui vendent une culture malgache de pacotille, je sais et nous savons tous qu'il existe aujourd'hui, notamment chez nos diplômés et chez nos futurs diplômés que sont les lycéens, un besoin d'histoire et de connaissance en matière de culture malgache. Je préfère les divulguer dans le présent et les mettre à la disposition de tous, ici et maintenant.

*

Un mot pour finir de la responsabilité de l'éditeur de textes. A ces textes, je ne ferai pas subir le traitement que le sous-officier-traitant d'un grand éditeur (Hachette) a fait subir à une notice que j'avais fournie sur Madagascar : la version imprimée m'y apprit que Rainilaiarivony était la reine de Madagascar et bien d'autres choses du même genre. Il aurait fallu que j'insiste sur l'influence française dans la Grande Ile, alors que je disais qu'elle restait de culture austronésienne.

L'éditeur de textes doit respecter les propos de l'auteur du texte mais aussi ne pas diffuser des erreurs. C'est ainsi que l'on ne trouvera jamais de « caïman » dans ces textes. Ce n'est pas par souci stylistique que je les aurais éliminés. Mais, comme l'alligator, le caïman est un saurien qui ne vit qu'en Amérique. A Madagascar, il n'y a que des crocodiles.

Un tout dernier mot pour le lecteur. Si vous citez ou si vous vous inspirez des textes que vous trouverez dans cette petite encyclopédie, soyez gentil – et honnête – en rendant à César ce qui est à César et aux auteurs de ces textes ce qui leur est dû.

Pour sembler conclure, je dirai que je suis « attaché » à Madagascar pour de multiples et évidentes raisons et que si j'y suis « rattaché », c'est par le peu de connaissances que j'en ai et

que je voudrais continuer à compléter, car *Ny fikarohana, azo tsaboina fa tsy azo sitranina* – la recherche est une maladie que l'on peut soigner, mais que l'on ne peut pas guérir.

Jean-Pierre DOMENICHINI